

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Edito de D&S n°106 de juillet-août 2003

Chirac-Raffarin-Seillière contre 66 % de l'opinion et des millions de grévistes et de manifestants !

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : vendredi 11 juillet 2003

Démocratie & Socialisme

Chirac-Raffarin-Seillière contre 66 % de l'opinion et des millions de grévistes et de manifestants !

Le gouvernement Chirac-Raffarin s'est donc permis d'agir contre 66 % de l'opinion des Français, et contre des millions de manifestants (2,25 millions dans la seule journée du 13 mai) qui ont défilé et fait grève par "temps forts" étalés sur une période de 140 jours, en 11 journées nationales d'action pour les enseignants, et 8 journées interprofessionnelles de février à juin. Des grèves reconductibles des écoles, transports, hôpitaux, des services publics et de secteurs importants du privé se sont étalées sur plusieurs semaines en mai-juin. Il y a eu plus de 30 millions de jours de grève public et privé, 5 fois plus qu'en 1995, le mouvement a été d'ampleur exceptionnelle, comparable à 1936, 1945, 1968. Jamais jusqu'à présent un gouvernement (surtout aussi mal élu que celui de MM. Chirac-Raffarin) ne s'était permis de refuser, ne serait-ce que de négocier dans de telles conditions.

C'est inédit. C'est provocateur. Cela va se payer très cher. Car aucun gouvernement ne peut durablement agir de façon autiste contre la majorité d'un peuple.

Dans un premier temps, Chirac-Raffarin-Fillon, surexcités, croyant avoir gagné, ont même menacé d'imposer un "service minimum" puis de faire paver les jours de grève sauvagement. Ils ont annoncé d'autres mesures scélérates : la privatisation d'Edf la mise bas du statut de France télécoms, le déremboursement de nouveaux médicaments, une privatisation larvée de la Sécurité sociale. Ils ont refusé de négocier le statut des intermittents, fait passer la loi Dutreil, la baisse du livret A et la baisse des indemnités de licenciement... Le démantèlement "régional" des Universités et de l'école, la privatisation de la Sécu est dans leur collimateur. Ils ont aussi fait voter la loi Sarkozy... Le Medef ravi, a rajouté de l'huile sur le feu : l'infâme Baron Seillière a dénoncé "la culture des grèves et des manifestations" et prétendu "défendre le fric des travailleurs". Les directeurs de rédaction des télé-Raffarin se sont permis de mépriser l'opinion majoritaire : après avoir annoncé tous les jours "l'essoufflement" du mouvement, et ignoré l'ampleur des luttes dans le privé, leur extension dans toute la province, l'extraordinaire combativité enseignante, la créativité et la lucidité très politiques des manifestants, ils essaient même de gommer ce qui s'est passé

Aucun grand débat médiatique, public et sérieux, n'a été organisé par peur de laisser voir la vérité : un hold-up géant, un racket, contre les salaires et les retraites de dizaines de millions de braves gens. Ils voulaient empêcher une alternative d'apparaître pour sauver les retraites en redistribuant mieux les richesses produites. Chirac-Raffarin se prennent donc pour Reagan et Thatcher et s'auto-enhardissent pour prouver qu'on "peut infliger une défaite au mouvement social". Ils sont animés par des idéologies extrémistes pour nous imposer une société ultra-libérale (le type anglo-saxonne.

Mais nous ne sommes pas en Grande-Bretagne ni en 1983 : la France et les Français ont voté régulièrement depuis 20 ans pour sanctionner les politiques libérales. Ils ont manifesté le 14 janvier 1994 pour l'école publique, en mars 94 contre les Cip, ils ont agi "tous ensemble" déjà en novembre-décembre 95 pour les retraites et la Sécu, et tout au long des années du gouvernement Jospin, de 1998 à 2000, il y a eu une courbe ascendante du nombre de jours de grève, du nombre des grévistes, pour de meilleurs salaires. Ils ont demandé la remise en cause des inégalités, la fin de la misère sociale sur laquelle prolifère l'extrême droite, ils ont demandé, même le 21 avril 2002, précisément le 21 avril, une gauche vraiment à gauche. En refusant de négocier ce gouvernement a pris des risques considérables : Chirac-Raffarin ont mis en place une poudrière nationale. Ils ont fait de la France un "site Seveso", une entreprise à hauts risques. Même s'ils s'aperçoivent de ce risque et font mine d'étaler dans le temps leurs projets d'ici 2004, 2005, 2006, la guerre sociale qu'ils ont déclenchée est durable, profonde.

Même votée, la loi scélérate sur les retraites exigera quatre ans de mise en application : nous allons la contester pas à pas, les batailles vont se succéder, et aucune majorité politique ne pourra plus l'emporter sans répondre à la volonté majoritaire des Français de la voir abroger. Et il n'est pas question que nous laissions comme ils l'annoncent remettre en cause la Sécurité sociale.